

NOTE DE CONJONCTURE

Décembre 2010

© Insee 2010

■ Directeur de la publication

Jean-Philippe Cotis

■ Rédacteurs en chef
Sandrine Duchêne
Jean-François Ouvrard
Fanny Mikol
Olivier Redoulès

■ Contributeurs
Brou Adjé
Julie Argouarc'h
Dorothee Ast
Meriam Barhoumi
Anne Billaut
Pierre-Yves Cabannes
Guillaume Cléaud
Mickaël Clévenot
Yéronique Cordey
Étienne Dalibard
Étienne Debauche
Aurélien D'Isanto
Justine Durand
Marie-Émmanuelle Faure
Noémie Jess
Gowtam Jinnuri
Pierre Leblanc
Pierre Lissot
David Lopot
Léa Mauro
Amélie Mauroux
Allaoui Mirghane
Olivier Monso
Mathilde Pak
Adrien Perret
Élodie Peirera
Aurélien Poissonnier
Sophie Renaud
Marie Rey
Laure Turner
Émilie Vivas

Les notes de conjoncture sont disponibles dès leur parution sur le serveur internet de l'Insee dans la rubrique *Conjoncture - Analyse de la conjoncture* à l'adresse : www.insee.fr.

ISSN 0766-6268

Impression d'après documents fournis
JOUVE - PARIS

■ Secrétariat de rédaction
et mise en page
Catherine Fresson-Martinez
Jacqueline Courbet
Denise Maury-Duprey
Aline Nay
Valérie Quénechdu

■ Secrétariat
Nathalie Champion
Nelly Cousté

Rédaction achevée le 9 décembre 2010

DÉCOUPLAGES

VUE D'ENSEMBLE	7
-----------------------------	---

RETOUR SUR LA PRÉCÉDENTE PRÉVISION	15
---	----

DOSSIERS

- Comment expliquer les évolutions de l'emploi depuis le début de la crise ? 19
- Un indicateur de retournement conjoncturel dans les services ? 45

CONJONCTURE FRANÇAISE

- Environnement international de la France 57
- Échanges extérieurs 60
- Pétrole et matières premières 63
- Prix à la consommation 65
- Emploi 70
- Chômage 74
- Salaires 76
- Revenus des ménages 79
- Consommation et investissement des ménages 83
- Résultats des entreprises 86
- Investissement des entreprises et stocks 88
- Production 91

DÉVELOPPEMENTS INTERNATIONAUX

- Marchés financiers 101
- Zone euro 105
- Allemagne 108
- Italie 109
- Espagne 110
- États-Unis 114
- Royaume-Uni 115
- Japon 116

Éclairages

- Quels effets de la hausse des cours des matières premières alimentaires sur les prix à la consommation ? 68
- Les enquêtes de conjoncture de l'Insee et les indicateurs PMI: des outils avancés pour suivre la conjoncture économique 95
- Quels effets du second assouplissement quantitatif américain? 103
- Effets de la hausse de la TVA sur la consommation en Espagne 111

COMPTES DES PAYS	119
-------------------------------	-----

COMPTE ASSOCIÉ DE LA FRANCE	123
--	-----

LES MOTS DE LA CONJONCTURE	131
---	-----

Découplages

En France comme dans la zone euro, l'activité a ralenti au troisième trimestre. La demande interne s'est renforcée, mais le mouvement de reconstitution des stocks a été de moindre intensité. En outre, la contribution du commerce extérieur à la croissance a été de nouveau négative, du fait d'un fort rebond des importations.

Les enquêtes auprès des directeurs d'achat suggèrent par ailleurs une poursuite du ralentissement du commerce mondial, déjà à l'œuvre depuis plusieurs mois. Elles témoignent en outre d'une forte hétérogénéité des conjonctures nationales.

Au Japon, l'activité rechuterait en cette fin d'année, avec l'expiration du dispositif de soutien au secteur automobile, et le ralentissement des débouchés en Asie émergente. Aux États-Unis, en revanche, la croissance resterait soutenue, alimentée par une consommation des ménages qui résisterait. Début 2011, le maintien du soutien budgétaire aux ménages et le recours accru aux instruments non conventionnels de la politique monétaire tireraient la demande.

En Europe, l'activité reste favorablement orientée en cette fin d'année, dans un contexte de reprise de la demande intérieure. Mais cette évolution «moyenne» masque des disparités importantes au sein de la zone euro. Au premier semestre, la croissance de la zone euro devrait en revanche se modérer, sous l'effet du ralentissement des débouchés à l'exportation et de la mise en œuvre de mesures de redressement des finances publiques dans nombre de pays. Une certaine baisse du taux d'épargne des ménages et la poursuite du rebond de l'investissement viendraient toutefois modérer ce ralentissement.

Au quatrième trimestre, la croissance se renforcerait quelque peu en France (0,5%), comme le suggèrent les enquêtes de conjoncture sectorielles. Elle s'ap-

puierait sur le dynamisme des services, l'accélération de la production industrielle et le redressement du secteur de la construction. La croissance serait ensuite de 0,3 % au premier trimestre puis de 0,4 % au deuxième trimestre 2011. Sur l'ensemble de la prévision, l'économie française se maintiendrait ainsi sur la tendance modérée qu'elle connaît depuis la sortie de récession.

L'amélioration de la situation du marché du travail se poursuivrait : 50 000 emplois seraient créés au premier semestre 2011 dans les secteurs marchands, après 106 000 en 2010. Le taux de chômage s'inscrirait en légère décroissance d'ici mi-2011.

La reprise de l'investissement se poursuivrait à un rythme modéré, notamment dans la construction, et la consommation progresserait de manière modeste, en ligne avec les gains de pouvoir d'achat. Confrontés à un chômage encore élevé, les ménages maintiendraient un niveau d'épargne important. Comme il y a un an, le profil de la consommation serait affecté par les effets de la prime à la casse : rebond marqué au quatrième trimestre avant l'expiration de la mesure, contrecoup ensuite.

Notre scénario est sujet à de nombreux aléas. La recrudescence des tensions sur les dettes souveraines pourrait entretenir un climat d'incertitude. Dans ce cas, la croissance serait plus faible que dans notre scénario. À l'inverse, la robustesse de la demande interne, en Allemagne ou en France, pourrait soutenir davantage la croissance européenne. Le comportement des agents privés, dans un contexte de restrictions budgétaires et d'incertitudes accrues, sera ainsi déterminant dans les prochains mois. ■

Au troisième trimestre 2010, les économies avancées ont légèrement ralenti

Au troisième trimestre, le Japon et les États-Unis ont accéléré...

Au troisième trimestre 2010, la croissance de l'ensemble des économies avancées a été de 0,6 %, après 0,7 % au deuxième trimestre. La demande intérieure a continué de soutenir l'activité. Celle-ci a accéléré aux États-Unis (+0,6 % après +0,4 %) ainsi qu'au Japon (+0,9 % après +0,4 %), où la consommation a été soutenue par le rebond des achats automobiles, suscité par la disparition de la prime à la casse début septembre.

... tandis que la zone euro a ralenti

L'activité en zone euro a en revanche ralenti (0,4 % après 1,0 % au deuxième trimestre). Avec une croissance de 0,7 %, l'Allemagne a continué d'être la locomotive de la zone euro. En France, la progression de l'activité au troisième trimestre (0,4 % après 0,7 % au deuxième trimestre), conforme aux prévisions du point d'octobre, a été soutenue par la demande intérieure (contribution de 0,5 point).

Le commerce mondial continue de donner des signes d'essoufflement

La dynamique du commerce mondial s'est nettement affaiblie au troisième trimestre : les importations mondiales ont ainsi progressé de 1,4 % après 2,8 % au trimestre précédent. En particulier, l'activité en Chine et dans les pays d'Asie émergente a été moins dynamique : dans ces pays, les politiques économiques se sont durcies et les débouchés extérieurs ont ralenti.

Les perspectives pour le quatrième trimestre sont favorables en zone euro et aux États-Unis

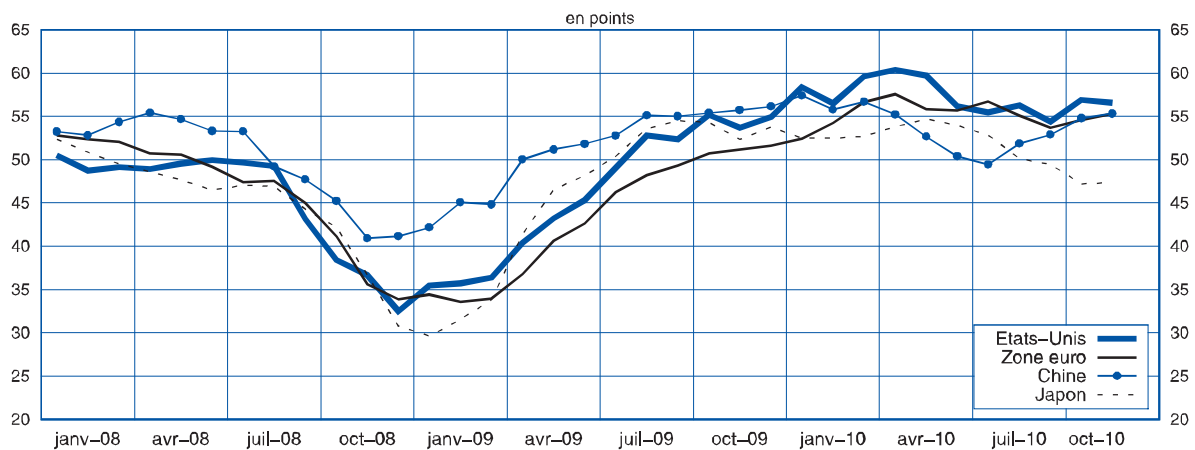
Le climat des affaires est bien orienté aux États-Unis et en zone euro...

En novembre, le climat des affaires a continué de progresser en zone euro (cf. graphique 1). Malgré un léger repli en novembre, il reste également à un niveau élevé aux États-Unis. L'activité progresserait ainsi au quatrième trimestre au même rythme qu'au troisième trimestre en zone euro (0,4 %) et aux États-Unis (0,6 %).

... mais l'activité reculerait au Japon

Le climat des affaires se dégrade en revanche nettement au Japon depuis juin (cf. graphique 1) et l'activité au Japon reculerait au quatrième trimestre (-0,5 %) : la consommation subirait un net contrecoup après l'expiration de la prime à la casse et les exportations fléchiraient, l'environnement étant moins porteur dans l'ensemble de l'Asie. Au total, le PIB des économies avancées serait moins dynamique au quatrième trimestre (+0,4 % après +0,6 % au troisième trimestre).

1 - Indices PMI de production manufacturière : zone euro, Japon, Chine et États-Unis



Ralentissement en ordre dispersé au premier semestre 2011

Des soutiens à la croissance qui s'atténuent...

D'ici juin 2011, trois des soutiens de la croissance s'atténueraient. D'abord les politiques budgétaires deviendraient globalement moins expansives voire plus restrictives, soit parce que les mesures de relance perdraient en intensité (Japon), soit parce que des politiques de consolidation fiscale seraient progressivement mises en œuvre (Royaume-Uni, France, Espagne ou Allemagne). Ensuite, l'impulsion émanant des économies émergentes continuerait de s'atténuer : en Asie, dans les enquêtes de conjoncture, les directeurs d'achats déclarent en effet depuis plusieurs mois que le rythme d'expansion de l'activité se modère. Enfin, le mouvement de reconstitution des stocks, qui a fortement contribué à la reprise, s'amenuiserait progressivement dans les économies avancées.

... même si les politiques monétaires restent très accommodantes

En l'absence de risque inflationniste à court terme, des politiques monétaires accommodantes continueraient de soutenir l'activité. En particulier, la Fed, jugeant la faiblesse actuelle de l'inflation et le niveau élevé du chômage peu conformes à son mandat de plein emploi et d'inflation modérée, a annoncé un programme d'achats de titres du Trésor jusqu'en juin 2011, à hauteur de 600 milliards de dollars. À cet horizon, les banques centrales des principaux pays avancés maintiendraient par ailleurs leurs taux directeurs au niveau plancher.

Situations hétérogènes au premier semestre 2011

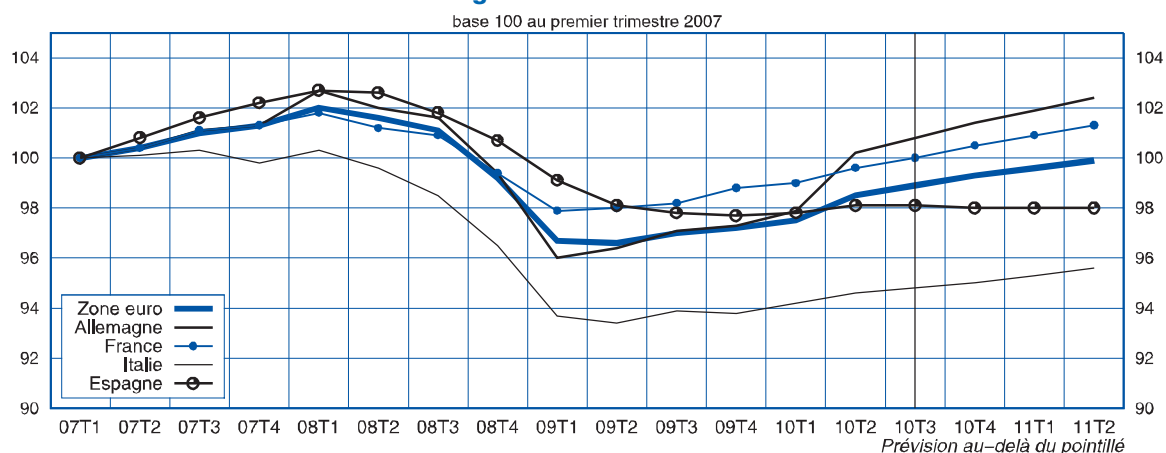
À l'horizon de la prévision, les économies avancées ne croîtraient qu'à un rythme modéré (+0,4 % par trimestre). Au Royaume-Uni, l'entrée en vigueur des mesures de consolidation budgétaire provoquerait une quasi-stagnation de l'activité au premier semestre 2011. Aux États-Unis, la prolongation attendue des mesures de soutien au pouvoir d'achat contribuerait, en revanche, à limiter le ralentissement de l'activité au premier semestre.

À l'horizon de mi-2011, la zone euro dans son ensemble conserverait une croissance modérée

En zone euro, la demande intérieure, unique et faible soutien à l'activité

La croissance de la zone euro faiblirait légèrement au premier semestre 2011 (+0,3 % par trimestre). La dynamique de la demande intérieure ne suffirait pas à compenser le ralentissement de la demande adressée à la zone euro et l'impact des mesures de consolidation budgétaire. Les entreprises continueraient de reconstituer leurs capacités de production, à un rythme modéré. Malgré un marché du travail un peu plus porteur, notamment en Allemagne, la consommation des ménages serait pénalisée par la faiblesse des gains de pouvoir d'achat.

2 - Les hétérogénéités s'accroissent en zone euro



Source : Instituts statistiques nationaux, prévisions Insee

Tensions sur les dettes souveraines européennes

Certains pays de la zone euro pourraient de plus pâtir des inquiétudes persistantes que suscitent le niveau élevé et la forte progression de leur dette publique. Il pourrait en résulter notamment une hausse des coûts de financement et des pressions baissières sur le cours de l'euro. Ce contexte incertain pourrait ainsi peser sur les perspectives de croissance des économies les plus vulnérables de la zone euro.

Des déphasages de conjoncture persistants

Dans ce contexte, les "déphasages de conjoncture" ne se réduiraient pas en zone euro (cf. graphique 2). L'économie espagnole subirait les conséquences des mesures de consolidation budgétaire et serait à l'arrêt sur les trois trimestres de prévision. L'Italie resterait sur un rythme de croissance faible. En revanche, le rééquilibrage attendu de la croissance en Allemagne, au profit de la consommation, permettrait une progression de l'activité encore soutenue.

La croissance française se maintiendrait sur la tendance observée depuis la sortie de récession

En France, les enquêtes de conjoncture émettent des signaux favorables pour la fin de l'année

À court terme, les perspectives d'activité, telles qu'elles sont retracées dans les enquêtes de conjoncture, restent favorables (cf. graphique 3). Dans les services et l'industrie manufacturière, les indicateurs de climat des affaires se situent en novembre à des niveaux légèrement supérieurs à leur moyenne de long terme. Ils signalent toujours une expansion, voire une accélération, de l'activité au quatrième trimestre. Le climat des affaires dans la construction, tout en restant à un niveau bas, se redresse quelque peu depuis le début de l'année 2010.

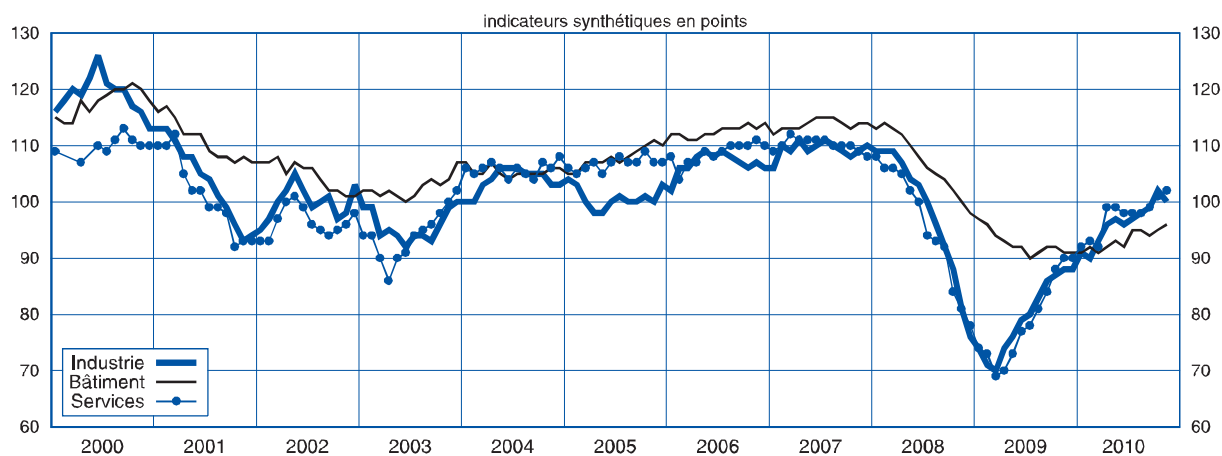
Ralentissement des exportations, soutien de la demande intérieure

Dans le sillage du commerce mondial, la demande étrangère adressée à la France ralentirait pourtant : jusqu'à la fin du premier semestre, elle évoluerait à un rythme d'environ +1,0 % par trimestre, inférieur à sa tendance de long terme. En outre, les effets favorables de la dépréciation de l'euro au premier trimestre 2010 s'estomperaient. Le soutien des exportations à la croissance s'affaiblirait donc progressivement, mais celui de la demande intérieure se prolongerait. La consommation des ménages continuerait de progresser, avec un profil trimestriel marqué par les effets de la prime à la casse, et l'investissement en construction se redresserait lentement (cf. graphique 4).

Progression toujours modérée de l'activité...

Au quatrième trimestre 2010, l'économie française croîtrait ainsi à un rythme de 0,5 % et sur l'ensemble de l'année 2010, la croissance en France s'établirait à 1,6 %. Au premier semestre 2011, le taux de croissance de l'activité fléchirait ensuite légèrement : il atteindrait 0,3 % au premier trimestre et 0,4 % au deuxième trimestre. Sur l'ensemble de la période de prévision, l'économie française se maintiendrait ainsi sur la tendance qu'elle connaît depuis la sortie de récession.

3 - Les services et l'industrie sont bien orientés, lent redressement dans le bâtiment



Source : Insee

... sans tensions inflationnistes

En France comme en Europe, le niveau élevé du chômage et le degré encore faible d'utilisation des capacités productives limitent les pressions inflationnistes. La poussée récente des prix des matières premières se diffuserait néanmoins aux prix à la consommation. En France, l'inflation sous-jacente progresserait ainsi légèrement, pour atteindre 1,1 % en glissement annuel fin juin 2011. Cette légère hausse verrait ses effets sur l'inflation d'ensemble compensés par le recul des prix des produits frais et de l'énergie : le glissement annuel des prix s'établirait à 1,5 % en décembre 2010 et 1,4 % en juin 2011.

Le commerce extérieur ne pèserait plus sur la croissance à l'horizon de prévision

Après une contribution nettement positive à la croissance aux deuxième et troisième trimestres 2010, le mouvement de reconstitution des stocks se modérerait à l'horizon de la prévision et les importations ralentiraient. L'ajustement à la hausse des stocks avait en effet alimenté le dynamisme des importations aux deuxième et troisième trimestres (+3,9 % et 4,1 %). Par conséquent, même si les exportations sont restées soutenues, le commerce extérieur a eu une contribution fortement négative à la croissance depuis deux trimestres. D'ici mi-2011, l'épuisement progressif du mouvement de reconstitution des stocks, joint à la modération de la demande intérieure, freinerait donc les importations. La contribution du commerce extérieur, encore négative au quatrième trimestre 2010, deviendrait ainsi neutre à l'horizon de la prévision.

L'investissement des entreprises continuerait de progresser à l'horizon de mi-2011

L'appareil productif davantage sollicité

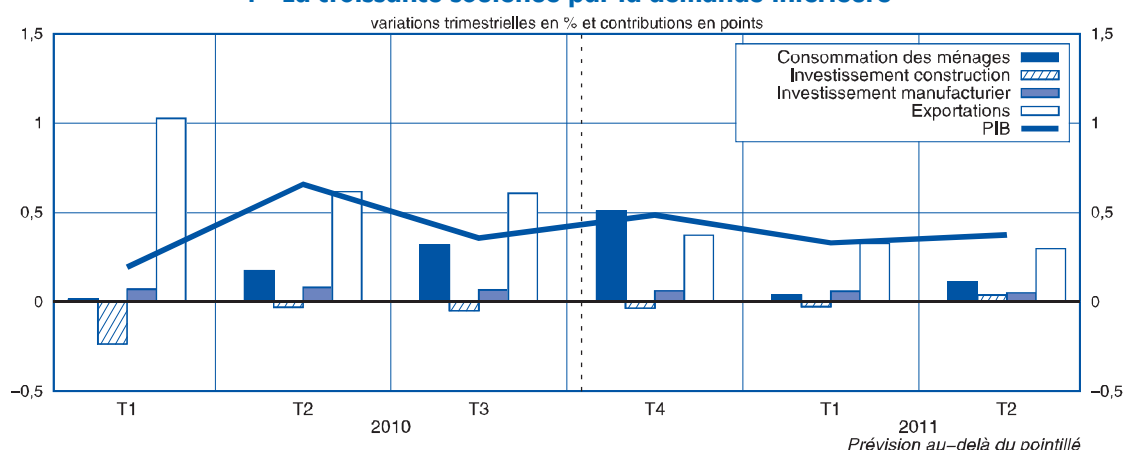
L'investissement des entreprises accélérerait légèrement d'ici mi-2011. Il tirerait profit de perspectives d'activité plus favorables et de l'amélioration des conditions de financement. En outre, même si le taux d'utilisation des capacités reste significativement inférieur à sa moyenne de long terme, la mobilisation des capacités productives s'intensifie : le nombre d'entreprises faisant part de goulots de production progresse depuis mi-2009 (cf. graphique 5).

La marché du travail poursuit sa lente amélioration

L'emploi marchand continue de s'améliorer

Au regard de la baisse de l'activité, l'ajustement de l'emploi pendant la crise est resté modéré (cf. dossier de cette note de conjoncture). Le redémarrage observé depuis début 2010 est également plus important que ne le laisseraient attendre les comportements passés. À l'horizon de prévision, ce dynamisme de l'emploi se poursuivrait. L'emploi continuerait de progresser, à un rythme modéré : les créations d'emploi dans le secteur marchand non agricole seraient de l'ordre de 51 000 au second semestre 2010 et de 50 000 au premier semestre 2011.

4 - La croissance soutenue par la demande intérieure



Légère baisse du chômage d'ici mi-2011

Au troisième trimestre 2010, le taux de chômage s'est établi à 9,3 % de la population active en France métropolitaine (respectivement 9,7 % y compris Dom) . Il continuerait de baisser lentement et atteindrait 9,1 % à la mi-2011 (respectivement 9,5 %).

Les salaires progressent modestement

La situation toujours dégradée du marché du travail pèserait sur les salaires : le salaire moyen par tête progresserait à peine plus rapidement que l'inflation à l'horizon de mi-2011 . Les gains de salaires réels seraient donc faibles, de l'ordre de 0,1 % par trimestre.

Gains de pouvoir d'achat modérés

Soutenu par la bonne tenue des revenus d'activité, le revenu des ménages progresserait de 0,8 % au quatrième trimestre 2010. Il ralentirait légèrement aux premier et deuxième trimestres 2011 (+0,6 % puis + 0,7 %), sous l'effet d'une accélération des impôts, en lien avec la meilleure tenue des revenus en 2010. Le pouvoir d'achat des ménages croîtrait modérément : +0,4 % au quatrième trimestre 2010 après +0,7 % au troisième trimestre, puis +0,2 % au premier trimestre et +0,3 % au deuxième trimestre 2011.

La consommation des ménages affectée par les à-coups liés à la suppression de la prime à la casse.

Comme observé fin 2009, la perspective de l'expiration de la prime à la casse au 31 décembre 2010 et d'un nouveau durcissement du bonus-malus en 2011 conduirait à une forte progression de la consommation automobile au quatrième trimestre puis à un contrecoup au premier semestre 2011.

Le taux d'épargne se stabilise à un niveau élevé

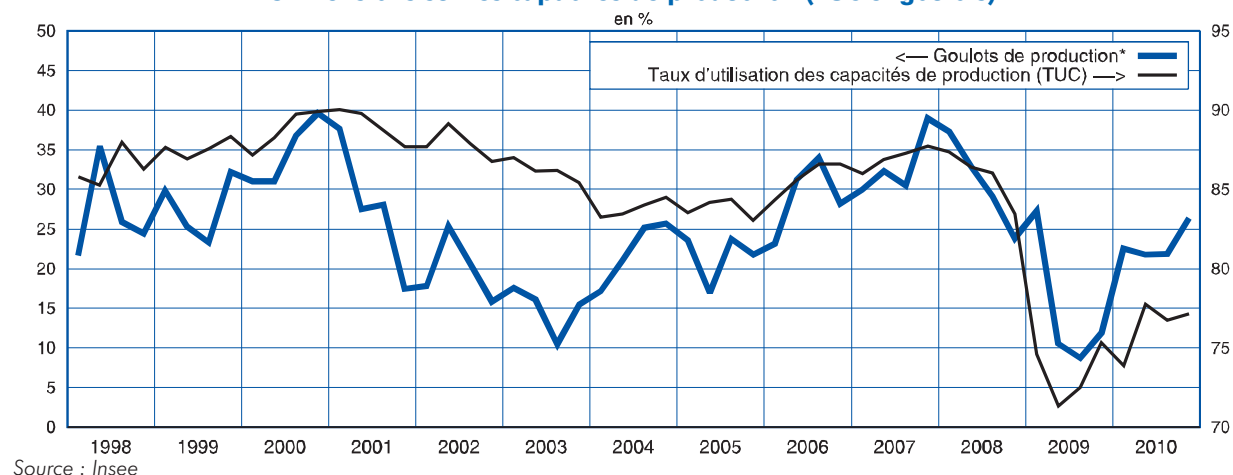
La consommation des ménages progresserait ainsi de +0,9 % au quatrième trimestre 2010. Sous l'effet du contrecoup de l'arrêt de la prime à la casse, sa croissance se modérerait fortement au premier semestre 2011 : +0,1 % au premier puis +0,2 % au deuxième trimestre. Le taux d'épargne des ménages se stabiliserait à un niveau élevé : dans un contexte économique relativement incertain, les ménages maintiendraient une épargne de précaution.

Le secteur de la construction sur la voie d'un lent rétablissement

L'investissement en logement des ménages se redresse

Dans le secteur du bâtiment, le climat des affaires retracé par les enquêtes s'est redressé. L'évolution des mises en chantier de logements neufs et le dynamisme de la demande de crédit suggèrent également que l'investissement des ménages en logements progresserait sur les trois trimestres de prévision. Parallèlement, l'investissement des entreprises en construction retrouverait un taux de croissance positif au deuxième trimestre 2011. Après une contraction ininterrompue depuis le deuxième trimestre 2008, l'activité de la construction renouerait donc avec la croissance à l'horizon de la prévision.

5 - Tensions sur les capacités de production (TUC et goulots)



Aléas : tensions sur les dettes souveraines en zone euro, robustesse de la demande en zone euro, impact des mesures de consolidation budgétaires

Tensions sur les dettes souveraines européennes

Le mois de novembre 2010 a été marqué par la remontée des tensions sur les dettes souveraines en zone euro. Si ces tensions financières venaient à s'accroître, elles finiraient par peser à terme sur le financement des agents économiques et, *in fine*, sur la croissance en zone euro. Les incertitudes du contexte économique actuel pourraient également conduire à des comportements plus attentistes des agents.

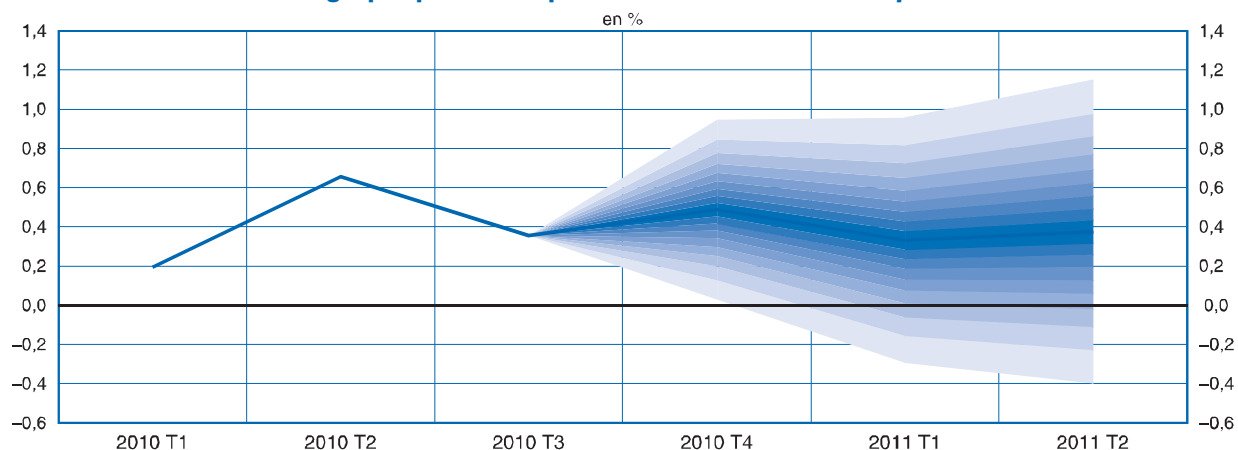
Robustesse de la demande en zone euro

A l'inverse, la robustesse de la demande interne, en Allemagne ou en France, pourrait soutenir davantage la croissance européenne.

Comportement des agents privés dans un contexte de resserrement budgétaire

Plus globalement, alors que les politiques budgétaires ont jusqu'à présent soutenu l'activité, les mesures de consolidation déjà prises en Espagne et à venir au Royaume-Uni, en Allemagne ou en France marquent un changement d'orientation. Le scénario de cette note de conjoncture suppose que ces politiques seront en partie amorties par les comportements de dépense des agents privés. Toutefois, si elles permettent de rétablir la confiance des ménages dans la soutenabilité des finances publiques, leur impact restrictif sur la croissance pourrait être encore plus faible. Si en revanche l'impact restrictif de ces politiques n'était pas contrebalancé par un regain de confiance des agents privés, alors l'activité pourrait être plus ralentie qu'inscrit dans le scénario. ■

6 - Le graphique des risques associé à la Note de conjoncture



Lecture : le graphique des risques retrace, autour de la prévision centrale (en trait bleu), 90 % des scénarios probables. La première bande, la plus foncée, décrit les scénarios les plus probables autour du scénario central, l'ensemble de ces scénarios ayant une probabilité totale de 10 %. La deuxième, un peu moins foncée, se décline en deux sous-bandes immédiatement au-dessus et immédiatement en dessous de la bande centrale ; elle contient les scénarios qui suivent en termes de probabilité, de telle sorte que la probabilité totale des deux premières bandes atteigne 20 % ; et ainsi de suite, en allant du centre vers l'extérieur et de la bande la plus foncée à la bande la plus claire, jusqu'à atteindre 90 % (cf. la Note de conjoncture de l'Insee de juin 2008, pages 15 à 18). On peut alors estimer que le premier résultat qui sera publié par les comptes trimestriels pour le quatrième trimestre 2010 a 50 % de chances d'être compris entre +0,3 % (bas de la cinquième bande en partant du bas) et +0,7% (limite supérieure de la cinquième bande en partant du haut) et 90 % de chances d'être compris entre +0,0 % et +0,9 %. Aux premier et deuxième trimestres 2011, les intervalles de confiance à 90 % sont respectivement [-0,3 % ; +1,0 %] et [-0,4 % ; +1,1 %].

Source : Insee

Chiffres-clés : la France et son environnement international

données cjo-cvs (à l'exception des prix), moyennes trimestrielles ou annuelles, en %

	2009				2010				2011		2009	2010	2011 acquis
	T1	T2	T3	T4	T1	T2	T3	T4	T1	T2			
Environnement international													
PIB des économies avancées	-2,2	0,2	0,2	0,8	0,8	0,7	0,6	0,4	0,4	0,4	-3,6	2,4	1,4
PIB de la zone euro	-2,5	-0,2	0,4	0,2	0,3	1,0	0,4	0,4	0,3	0,3	-4,0	1,7	1,3
Baril de Brent (en dollars)	44	59	68	75	76	79	77	82,7	85,0	85,0	61,5	78,6	85,0
Taux de change euro-dollar	1,30	1,36	1,43	1,48	1,38	1,27	1,29	1,33	1,33	1,33	1,39	1,32	1,33
Demande mondiale adressée à la France	-8,9	-1,7	3,7	3,0	3,4	3,6	1,0	1,0	0,9	1,0	-12,0	10,9	3,8
France équilibre ressources-emplois													
PIB	-1,5	0,1	0,2	0,6	0,2	0,7	0,4	0,5	0,3	0,4	-2,5	1,6	1,3
Importations	-5,8	-3,1	-0,4	2,9	1,8	3,9	4,1	2,1	1,1	1,0	-10,6	8,8	6,5
Dépenses de consommation des ménages	0,1	0,3	0,2	1,0	0,0	0,3	0,6	0,9	0,1	0,2	0,6	1,7	1,2
Dépenses de consommation des APU et des ISBLSM	0,6	0,7	0,7	0,6	-0,1	0,3	0,4	0,3	0,2	0,2	2,6	1,4	0,8
FBCF totale	-2,3	-1,5	-1,5	-0,9	-0,9	0,9	0,5	0,5	0,4	0,7	-7,0	-1,6	1,9
dont : ENF	-3,1	-1,8	-1,4	-1,0	-1,0	1,2	0,5	0,7	0,7	1,0	-7,9	-1,5	2,6
Ménages	-2,3	-1,9	-1,9	-1,4	-0,5	0,2	1,0	0,6	0,3	0,4	-8,7	-2,1	1,7
Exportations	-7,5	-0,6	1,1	1,3	4,4	2,6	2,5	1,5	1,3	1,2	-12,2	9,6	5,2
Contributions (en point)													
Demande intérieure hors stocks**	-0,3	0,0	0,0	0,5	-0,2	0,4	0,5	0,7	0,2	0,3	-0,5	1,0	1,3
Variations de stocks**	-0,8	-0,6	-0,2	0,6	-0,2	0,6	0,3	0,0	0,1	0,0	-1,8	0,6	0,5
Commerce extérieur	-0,3	0,7	0,4	-0,5	0,6	-0,4	-0,5	-0,2	0,0	0,0	-0,2	0,0	-0,5
France - situation des ménages													
Emploi total	-157	-71	-30	29	41	62	34	37	24	17	-229	173	-
Salariés du secteur marchand non agricole	-172	-93	-63	-5	17	39	19	32	26	24	-334	106	-
Taux de chômage BIT France métropolitaine	8,6	9,1	9,2	9,6	9,5	9,3	9,3	9,2	9,1	9,1	9,6	9,2	-
Taux de chômage BIT France (y compris DOM)	9,0	9,5	9,5	10,0	9,9	9,7	9,7	9,6	9,5	9,5	10,0	9,6	-
Indice des prix à la consommation*	0,3	-0,5	-0,4	0,9	1,6	1,5	1,6	1,5	1,3	1,4	0,1	1,5	-
Inflation « sous-jacente »*	1,7	1,5	2,0	1,8	1,7	1,4	0,8	0,7	0,9	1,1	1,8	1,1	-
Pouvoir d'achat des ménages	0,5	0,8	0,6	0,0	0,1	0,5	0,7	0,4	0,2	0,3	1,6	1,4	1,3

■ Préviation

* Glissement annuel sur le dernier mois du trimestre.

** Les variations de stocks sont y compris acquisitions nettes d'objets de valeur.

Note de lecture : les volumes sont calculés aux prix de l'année précédente chaînés, données cvs-cjo, moyennes trimestrielles ou annuelles, en %.

Source : Insee